

n°372 15/11/2013 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

CONGRÈS 2013

Autogestionnaires, Unitaires et Alternatifs

Plusieurs organisations amies ont répondu à notre invitation et envoyé des représentant-e-s à notre congrès, en particulier lors du pot amical qui a réuni à l'issue de nos travaux congressistes et invité-e-s : Fanny d'Alternative Libérale, Jean Claude Mamet de Convergences et Alternative, Jérôme Gleizes de la gauche d'EELV, Pierre Cours Salies de la FASE, Olivier Martin, Olivier Mollaz, Jean Malifaud et Monique Migneau de la Gauche Anticapitaliste, Alain Faradji et Francis Sitel de la Gauche Unitaire, Véronique Lamy et omnique Sultan du PCOF, Hugo Roels et Pascale Le Nouannic du Parti de Gauche, Lucien Jallamion et Philippe Roels de République et Socialisme et Daniel Rome d'ATTAC. ■

Les votes du congrès

Samedi 9 novembre

- Rapport d'activité (mandats)
 - pour 80,8 %
 - contre 4,5 %
 - abst. 14,7 %
- Quittus financière (déléguéEs)
 - pour 86 %
 - contre 14 %
- Débat Discriminations, islamophobie (mandats)
 - texte A 27,1 %
 - texte B 40,8 %
 - abst. 32,1 %

Dimanche 10 novembre

- Vote de prise en considération des trois textes d'orientation (mandats). Ce vote a eu lieu sur 4 points : analyse de la situation, rapports avec le Front de Gauche, nouvelle force (Ensemble), projet pour les Alternatifs. Les votes ont été à peu près stables selon les thèmes abordés.
- Les votes en faveur du texte 1 « Travailler à la construction d'un projet de transition » se situent, selon les thèmes, entre 4,9 et 6,2 %
- Les votes en faveur du texte 2 « Autogestionnaires, unitaires et alternatifs » se situent, selon les thèmes, entre 62,7 % et 64,4 %
- Les votes en faveur du texte 3 « Continuer les Alternatifs » se situent, selon les thèmes, entre 22,7 % et 24,5 %

Lundi 11 novembre

Les votes ont eu lieu sur les textes amendés par la commission des résolutions réunie le samedi 10 novembre en soirée.

- Résolution Internationale (déléguéEs)
 - pour 97,4 %
 - abst. 2,6 %
- Résolution Ecologie (déléguéEs)
 - pour 94,9 %
 - abst. 5,1 %
- Texte sur la poursuite du débat « Discriminations, islamophobie... » (déléguéEs)
 - unanimité moins une voix
- Texte d'orientation « Autogestionnaires, unitaires et alternatifs » amendé (déléguéEs)

Partie 1	pour 79,2 %	contre 2,1 %	abst. 18,7 %
Partie 2	pour 74,5 %	contre 23,4 %	abst. 2,1 %
Partie 3	pour 71,2 %	contre 26,9 %	abst. 1,9 %
Partie 4	pour 66 %	contre 21,3 %	abst. 18,7 %

Rouge&Vert publie les textes issus du Congrès 2013 des Alternatifs . Comme fil conducteur pour notre activité, et comme contribution aux échanges avec toutes celles et tous ceux que nous retrouvons dans les combats émancipateurs, qu'ils soient féministes, sociaux, antifascistes, démocratiques, écologistes ou altermondialistes.■

R&V



Autogestionnaires, Unitaires et alternatifs

UNE SITUATION AGGRAVÉE, DANS UN CONTEXTE GLOBAL DE CRISE DE CIVILISATION.

À l'échelle mondiale, le capitalisme est toujours debout avec une croissance ralentie notamment dans les pays émergents. En France et en Europe, l'offensive libérale se poursuit et s'accroît alors que les forces économiques et les gouvernements ont provoqué en vingt ans l'émiettement du salariat et l'accentuation des inégalités. L'absence de changement depuis un an et de réaction/contre-proposition crédibles ont accru la désorientation et le désespoir. La droite réactionnaire et le Front National, dont la menace se précise, consolident leur fonds de commerce, comme dans de nombreux pays en Europe. Le mécontentement social se heurte aux discours de simple gestion de «la crise» et aux politiques soumises au patronat aux institutions européennes. Comment contribuer à ouvrir l'avenir, en France et en Europe, avec toutes les forces du mouvement social ? Comment affirmer une alternative, lier les résistances et les réponses urgentes dans un projet alternatif qui donne un horizon commun ?

Les formations sociales et territoriales, caractérisées par un mode de production capitaliste dominant, sont notamment confrontées à la limitation des ressources non renouvelables, ainsi qu'à l'accumulation et au traitement des déchets, particulièrement ceux issus des filières nucléaires. Ces obstacles se traduisent sur le plan économique par une hausse du coût des matières premières et du renouvellement du capital fixe dont ne peut résulter qu'une baisse du taux de profit, à ne pas confondre avec une crise de sur-accumulation.

Les derniers travaux du GIEC confirmant la gravité du réchauffement climatique lié à la croissance capitaliste exponentielle des deux siècles passés, donne la mesure de la dimension écologique de la crise mondiale globale.

Après de nombreux accidents nucléaires depuis Three-Miles Island, après Tchernobyl, la catastrophe de Fukushima pose de manière radicale la question du nucléaire.

En Europe, cette crise écologique s'exprime aussi par la fuite en avant dans les grands projets inutiles, de plus en plus contestés par une mobilisation citoyenne multiforme.

Déjà six ans de crise globale du capitalisme

Au niveau mondial, la crise apparaît moins visible, excepté en Europe. Le capitalisme continue sa fuite en avant dans certains segments grâce au capitalisme vert et autres formes de l'agrobusiness néocolonial.

Mais les effets sociaux, économiques, démocratiques et écologiques de la crise sont toujours forts à travers les ravages de la compétition entre les pays, l'accroissement des inégalités et du chômage, l'immigration criminalisée en Europe par les pouvoirs en place et mise à mort à travers la catastrophe de Lampedusa, le pillage des ressources.

Surtout les éléments, notamment spéculatifs, qui ont conduit à l'éclatement de la crise financière puis économique sont toujours prêts à porter leurs fruits mortifères. S'ils devaient se manifester dans les conditions actuelles après 6 ans de crise, ils seraient encore plus néfastes que 6 ans plus tôt, la stratégie

du «bord du gouffre» (le minimum de réforme du système, le maximum de discours, récession économique supportée par les peuples) suivie depuis 2007 risquant alors d'être nettement insuffisante dans le contexte politique actuel et économique. Sur ce dernier plan, se conjuguent un risque financier renforcé et l'approfondissement de la crise du modèle de croissance. La situation des États-Unis est révélatrice de cette situation: la légère reprise de la croissance, de type spéculatif pour une part, est due en partie à la baisse des coûts énergétiques grâce au gaz de schiste et à la poursuite de la hausse de l'endettement et du montant des liquidités, le tout au détriment du reste du monde.

Sur les plans économiques et sociaux la situation de l'Europe est encore fortement marquée par le mode de gestion de la crise: accroissement de l'endettement des États pour faire face à la crise des banques suite à leur comportement spéculatif, endettement des pays payés très cher à ceux qui ont provoqué la crise, le tout entraînant une déflation salariale couplée à une crise de l'emploi et une réduction des politiques publiques.

Cette austérité, imposée notamment par la troïka, entraîne une aggravation de la situation économique et sociale, bien au-delà du supportable dans les pays du sud de l'Europe. Dans le même temps, les pays bénéficiaires de la situation antérieure et actuelle, l'Allemagne en premier, bloquent toute solution fondée sur la solidarité et un changement de politique. La Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, Chypre de même que l'Irlande sont particulièrement touchées. La réélection de Merkel, le suivisme de la France, ne laissent aucun espoir mais beaucoup d'inquiétudes du fait de la montée des extrêmes droites (y compris

en Norvège et en Suisse, hors UE), des faiblesses des gauches et du mouvement social.

La montée générale en Europe du racisme (en particulier sous la forme de l'islamophobie) et de l'extrême-droite sur fond de discrédit de la classe politique est un indicateur-clé de la crise dans sa dimension politique.

Elle doit être reliée à la dimension géopolitique de la crise dans un monde occidental qui n'est plus dans la situation de domination mondiale qui a été la sienne cinq siècles durant.

En France, un an après

La gauche social-libérale (PS et EELV) est au pouvoir depuis plus d'un an. Son gouvernement mène une politique qui va à l'encontre des aspirations des électeurs et des électrices qui ont chassé Sarkozy. Surtout, cette politique aggrave les effets de la crise et ne propose aucune sortie par le haut articulant justice sociale et transition écologique et fondée sur une tout autre politique économique sur les plans de la finance, de la fiscalité, de la production.

Suite à l'absence de changements significatifs après les élections, le pouvoir a abandonné toutes les promesses pour des choix relevant d'une politique libérale sur le plan social et économique, basée sur la stratégie «d'économie de l'offre» avec les trois piliers de la compétitivité (baisse du coût du travail), de l'austérité, de la poursuite de la même politique européenne :

- adoption du traité budgétaire européen,
- déréglementation du marché du travail (ANI),
- multiples cadeaux au patronat,
- absence de réforme bancaire et fiscale,

- privatisations à venir ...

La contre-réforme des retraites est une étape de plus dans une politique qui consiste à alléger les «charges» des entreprises et à les transférer sur le plus grand nombre. À l'exception de quelques rares mesures, aucun progrès social ou écologique n'aura été inscrit à l'agenda gouvernemental.

François Hollande appuie sa politique sur l'hypothèse fantaisiste du retour d'un minimum de croissance économique qui devrait ramener mécaniquement davantage d'emplois et de ressources fiscales, tout en aggravant la crise écologique. Mais, d'une part, une croissance molle n'aura aucun effet sur l'emploi, et d'autre part, les fondements et les conséquences de la crise économique ouverte en 2008 sont toujours à l'œuvre et elles se combinent avec l'approfondissement de la crise écologique que les politiques de «capitalisme vert» ne visent à conjurer. Pendant ce temps là, si la courbe du PIB ne remonte pas ou trop peu, d'autres courbes montent marquant une forte dégradation des conditions sociales comme l'indiquent les titres de trois récentes notes de l'INSEE: «La pauvreté en France au plus haut niveau depuis 1997», «Les dépenses alimentaires deviennent de plus en plus lourdes pour les ménages modestes», «Le chômage au plus haut depuis 15 ans». Cela s'accompagne de l'accroissement de la pauvreté et des inégalités du fait du double mouvement de la hausse des revenus des couches favorisées et de la baisse de ceux des couches déjà défavorisées, en raison notamment de la faible revalorisation du SMIC horaire brut, du refus de toute hausse des minimas sociaux et de mesures combattant la misère. Sur fond de chômage très élevé et durable, ces évolutions aggravent la précarité pour de nombreuses personnes et pour de nombreuses zones.

La résorption de cette double ségrégation sociale et spatiale, qui devrait être un enjeu essentiel de toute politique de gauche, en est presque totalement absente.

Or cette absence contribue fortement à l'apathie, favorable au FN, des couches populaires à côté de quelques formes de résistance. Celles-ci sont bien modestes eu égard à la gravité de la situation en raison des non réponses, structurelles et conjoncturelles à la crise et à ses effets sociaux, notamment par le pouvoir actuel.

Cette apathie résulte aussi de l'incapacité des forces sociales et politiques de transformation à construire collectivement une autre réponse et à la partager avec les couches populaires. De ce point de vue, avec le phénomène des «bonnets rouges» et le dévoiement d'une lutte légitime pour l'emploi par le patronat et les lobbies libéraux et productivistes, les récents événements qui se sont produits en Bretagne sont emblématiques d'une situation nouvelle et inquiétante. Ils témoignent des carences des forces progressistes à apporter ensemble des réponses aux aspirations populaires et à mobiliser sur des objectifs de transformation. Ils révèlent aussi, malgré la perte de légitimité des thèses libérales, la volonté du capital de poursuivre l'offensive contre ce qui reste d'État social au travers d'une croisade antifiscale. Son objectif est de se libérer de toute entrave, en s'appuyant, dans le cas breton, sur la récupération d'une identité culturelle spécifique présentée par les libéraux comme un facteur de conquête dans la compétition économique mondiale.

Ce désarroi naît aussi du sentiment de l'impossibilité à changer les politiques décidées par le gouvernement, le lobbying ou la pression de la rue ont peu de résultats, l'État accompagnant les choix de la finance internationale. Les

voies d'une alternative institutionnelle, face aux blocages de la Vème République et à l'épuisement des institutions démocratiques, sont donc à réinventer. À cet égard la contestation des institutions actuelles par l'extension de la démocratie active doit être un axe essentiel d'intervention pour la gauche de transformation sociales dans les prochaines années. Cela doit s'inscrire dans un travail sur de nouvelles institutions: VIème République, démocratie économique, organisation territoriale ...

D'autres éléments très importants, en sus de la promesse non tenue de celle faite en 1981 du droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers, signent le cours de plus en plus droitier de la politique du gouvernement sous emprise idéologique du FN et sous pression de l'UMP :

- le renoncement à l'abrogation du CESEDA (Code de l'entrée du séjour et du droit d'asile), fondé sur la logique politique libérale utilitariste qui lie le droit de séjour au besoin de l'économie, combattu sous le gouvernement Sarkozy; la situation des étrangers s'est encore dégradée: le droit d'asile est bafoué, les expulsions (dont celles de jeunes en formation) continuent avec des objectifs chiffrés du ministère de l'intérieur à l'identique de celui du gouvernement précédant, la majorité des sans papiers reste soumise à une terrible précarité, tant par la surexploitation au travail, que par la catégorisation des titres de séjour, les Rroms sont stigmatisés, ... Ce qui était inacceptable sous la présidence de Sarkozy ne l'est pas moins sous la présidence de Hollande;
- pire encore sont les discours sécuritaires et racistes de Valls, dignes rappelant des propos des années trente Ces éléments s'ajoutent au discrédit chaque jour plus grand du monde politique et alimentent

la dimension de crise de la politique et de sa représentation, l'une des composantes de la crise globale.

C'est bien l'ensemble de ces composantes de la crise globale, et pas seulement la dimension économique et sociale même si celle-ci demeure l'élément explicatif principal, qui est à la racine de la montée des droites extrêmes et du FN. Suite à la politique de stigmatisation et de ségrégation de SARKOZY et à sa poursuite par VALLS, cette montée pose de graves questions aux démocrates et notamment aux forces sociales de gauche qui ne sont actuellement pas encore en mesure d'y répondre.

Sur un autre plan, le renoncement à toute politique publique écologique digne de ce nom, du nucléaire maintenu et relancé au gaz de schiste toujours menaçant, en passant par l'incapacité à renoncer aux grands projets inutiles tels que celui de NDDL, n'apporte aucune réponse à la crise écologique, autre composante de la crise globale et continue de susciter des mobilisations citoyennes d'ampleur. L'écho rencontré par celle de NDDL fait de celle-ci un symbole égal à celle du Larzac autrefois.

Malgré l'atonie des mouvements sociaux et la situation politique des résistances existent. Ainsi, la lutte pour la sauvegarde de l'emploi prend de plus en plus la voie de la reprise d'entreprise, voire de formation de coopératives; SeaFrance, Fralib, Pétroplus, Kem One. Des projets visent à expérimenter le changement social.

Partout, des lueurs d'espoirs émergent, des idées nouvelles sont débattues - le revenu de base, l'économie circulaire et distributive, l'autogestion ... - de nouvelles mutuelles, des prêts solidaires, des magasins pour rien, des restaurants solidaires, des villes en transition, des mon-

naies complémentaires, des jardins de cocagne se pratiquent...

Toutes ces idées et les activités qui en découlent sont l'oeuvre d'indigné-e-s, de motivé-e-s, d'utopistes réalistes, de décroissants, en un mot de personnes à contre courant. Le socle des Alternatifs est fait de ces histoires, des luttes anticoloniales, d'une autre façon de gérer l'économie et l'entreprise (l'autogestion), de mettre en avant les fronts trop souvent considérés comme secondaires qui sont à nos yeux primordiaux : l'écologie, le féminisme. Ces résistances et ces innovations, sans changer globalement la société, sont révélatrices d'aspirations à en changer, à refuser l'ordre capitaliste. Avec elles, il nous faut continuer de mener la bataille pour la conquête de l'hégémonie.

Et c'est bien, en miroir, la question d'un projet d'ensemble, d'un projet anticapitaliste et alternatif, qui nous est posée et qui donne à la gauche alternative une responsabilité particulière et un rôle important à jouer dans le débat qui s'ouvre.

La crise de civilisation est aussi une crise géopolitique qui bouleverse la configuration actuelle des relations internationales. La montée en puissance des pays dits «émergents» signe pour les sociétés du Nord le début de la fin d'une hégémonie de cinq siècles, dont la domination coloniale et les différentes formes d'impérialismes économique et culturel ont été les principales manifestations. C'est un phénomène majeur et positif mais il faut néanmoins se garder de tout simplisme car cela se traduit aussi par le rôle de plus en plus important joué par d'anciens impérialismes (russe) comme par de nouveaux à l'image de l'impérialisme économique chinois en Afrique.

Cette hégémonie a été, dans

un premier temps, remise en cause par le long processus des révolutions anticoloniales du XXème siècle. Une deuxième étape de ce processus s'est ouverte à partir des années 1990 : dans un premier temps en Amérique indo-afro-latine avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche modérée ou plus radicale dans une grande partie du continent; dans un second temps dans le monde arabe par l'ouverture d'un vaste processus révolutionnaire à partir de 2010 notamment en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Libye, à Bahreïn et au Yémen.

Pris dans leur ensemble, ces processus populaires relèvent d'une dynamique émancipatrice globale démocratique et sociale dans laquelle la question de l'auto-organisation des dominé-e-s a toute sa place. Ils sont toujours ouverts et vivants même s'ils sont marqués par de nombreuses contradictions, doivent faire face à d'importantes difficultés et surmonter des obstacles tout aussi nombreux.

C'est notamment le cas du djihadisme qui met en difficulté les processus révolutionnaires dans le monde arabe et aggrave un certain nombre de conflits intra-nationaux et régionaux de l'Atlantique à l'Asie du sud-est.

Dans ce contexte il est nécessaire de réaffirmer notre solidarité avec les processus en cours en Amérique indo-afro-latine comme dans le monde arabe. La solidarité avec la révolution populaire syrienne et l'aide aux révolutionnaires syrien-ne-s sont d'une brûlante actualité aussi bien contre le régime de Bachar Al-Assad et ses soutiens régionaux et internationaux que contre les ingérences qatariennes et saoudiennes et contre les menaces d'interventions militaires occidentales, étasunienne et française notamment. Enfin, la lutte toujours aussi essentielle

du peuple palestinien est inséparable de la dynamique révolutionnaire en cours dans le monde arabe: cette dynamique doit en retour jouer dans le sens d'un rapport de force favorables aux exigences palestiniennes que nous devons plus que jamais soutenir face à la politique pro-sioniste du gouvernement français.

NOS RAPPORTS AVEC LE FRONT DE GAUCHE

Lors du Congrès de novembre 2012, Les Alternatifs ont décidé majoritairement (56,37% pour, 34,75% contre, 8,88% abstentions) de participer au Front de Gauche.

Le texte adopté explicitait les raisons de ce choix :

L'urgence de «faire front ensemble, comme en Grèce ou au Portugal, face à l'approfondissement et l'aggravation de la crise multiforme, pour disputer l'hégémonie à gauche au social-libéralisme et porter une alternative unitaire».

La prise en compte du fait que «la pérennisation et l'élargissement progressif du Front de Gauche» était devenue «une donnée majeure de la gauche de transformation sociale et écologique».

La décision était liée également, notamment après l'entrée de la Gauche Anticapitaliste au FDG, à la «perspective de construction d'un pôle de gauche alternative et écologiste» en son sein. Et bien entendu, il était noté que «Les Alternatifs participeront au Front de Gauche en conservant leur indépendance et leurs moyens d'intervention».

Il revient au Congrès d'évaluer, comme décidé l'an dernier, le bilan de notre participation.

Quelle évolution depuis 2012 ?

Concernant l'activité politique du Front de Gauche, la situation n'a pas évolué de façon significative depuis un an.

Pour l'essentiel, le FDG reste un cartel. Les volontés exprimées de manière diverse par les différentes composantes d'ouvrir et élargir le Front (question des adhésions directes, de la représentation des assemblées citoyennes de base aux différents niveaux de coordination, du renforcement d'un Conseil National qui serait à parité composé de représentant-es des organisations et d'autres militantes du mouvement social, etc) sont restées sans suite.

Son activité en dehors des périodes électorales reste problématique. La campagne centrale pour une alternative à l'austérité s'est résumée à la production d'un lot d'affiches et à la programmation d'un certain nombre de meetings. Cette campagne, très ambitieuse pour l'état des forces, mal préparée, a été très vite balayée par d'autres «urgences».

Le Front de Gauche parvient à réussir des temps forts comme la marche citoyenne pour la 6^e République le 5 mai, beaucoup moins à pérenniser une activité quotidienne.

Les oppositions PCF – PG restent prégnantes et conduisent à des blocages importants. La préparation des élections municipales de 2014 en sont un des épisodes les plus significatifs. Le plus probable au stade actuel dans un certain nombre de grandes villes, est que l'on se dirige vers une division du Front de Gauche.

Le choix du PCF de faire liste commune avec le PS dans des grandes villes notamment

(Nantes, Paris, Toulouse ...) affaiblit le Front de Gauche et brouille son positionnement sans laisser présager à ce stade son éclatement.

Le FdG souffre aussi de la personnalisation de l'expression politique contraire à notre vision de la politique.

Pour autant, au-delà de ces limites, le Front de Gauche est la seule force politique identifiée à une échelle de masse qui porte une alternative à la gauche du PS et de la majorité gouvernementale. C'est un acquis précieux dans une période marquée par les politiques d'austérité du gouvernement, la démoralisation du «peuple de gauche», les faiblesses du mouvement social, l'éparpillement des résistances ponctuelles.

Dans la même période, aucun autre cadre politique porteur d'une alternative à gauche n'a été en capacité d'émerger à une échelle qui puisse être reconnue dans la population.

Malgré ses limites, le Front de Gauche reste un outil précieux qu'il importe de renforcer, en y ayant une activité plus soutenue.

Quel rôle pour les Alternatifs dans le FDG ?

Depuis 2012, l'implication des Alternatifs est à la hauteur des capacités et faiblesses organisationnelles du mouvement.

Nous participons à la Coordination Nationale, à un certain nombre de Coordinations Départementales et sommes présents dans des Assemblées Citoyennes et Collectifs Locaux. Nous sommes intervenus à un certain nombre de meetings locaux, régionaux et nationaux du Front de Gauche. De façon sans doute insuffisante, nous avons participé à quelques Fronts Thé-

matiques, certainement un des lieux les plus positifs de l'activité du FdG.

Cette participation n'a certes pas changé la donne pour le FdG. Même si la question de la construction d'un pôle de la gauche alternative en son sein ne se résume certainement pas à cet aspect, il est bien clair que seule une force plus conséquente serait de nature à peser sérieusement à côté du PCF et du PG qui restent à ce stade les 2 composantes principales.

Depuis leur entrée dans le Front de Gauche, les Alternatifs malgré quelques gains de visibilité (meetings, manifestations ...) ne se sont ni renforcés, ni autocensurés. Ils ont poursuivi leurs publications, leurs tracts.

La participation au FdG n'implique aucune contrainte politique, l'expérience d'un an a pu vérifier ce que nous écrivions lors du précédent congrès: «un front n'est pas un mouvement politique unifié et encore moins un parti, mais un rassemblement qui permet de construire du commun dans le respect de la diversité des composantes politiques».

Deux démarches indissociables

Nous ne pouvons nous contenter de constater les insuffisances actuelles du Front de Gauche. Nous devons nous fixer l'objectif d'agir pour en faire un outil plus démocratique, plus en symbiose avec le mouvement social et écologiste. Il nous faut nous donner les moyens d'être des partenaires plus écoutés dans le FdG, et donc d'être à la fois plus offensifs et plus propositionnels.

Les récentes propositions communes formulées au niveau national avec nos par-

tenaires de «Tous Ensemble / Trait d'Union» pour un profond renouvellement du fonctionnement du Front de Gauche sont un début dans ce sens.

La question du rôle des Alternatifs dans le Front de Gauche est à repenser et à lier à celle du rôle du «3^e pôle» de la gauche alternative qu'il va falloir poser, dans des conditions qui devraient être plus favorables.

Aujourd'hui, les 2 perspectives: poursuite de notre inscription dans le Front de Gauche d'une part, démarche de rassemblement de la gauche alternative d'autre part, restent étroitement liées.

UNE NOUVELLE FORCE POUR PESER DAVANTAGE ET POUR FAIRE AUTREMENT

Constitués en 1998 lors de la fusion de l'AREV et d'une partie de la CAP, avant d'être rejoints par d'autres (alternationalistes, syndicalistes, militant-e-s- venu-e-s des Verts, etc...), les Alternatifs ont une histoire plus longue encore, qui plonge ses racines dans la gauche radicale autogestionnaire en général, en particulier du temps du PSU. C'est dire, et les trajectoires variées des adhérent-e-s le confirment, que les Alternatifs sont eux-mêmes le produit d'un processus de recomposition politique commencé dans l'après 68 à la gauche de la gauche traditionnelle.

Ce processus est loin d'être achevé : il continue et le lancement de la FASE en 2008, avec notamment la participation des Alternatifs et des Communistes unitaires, puis la création du NPA en 2009 sont des éléments de ce processus. La convergence en cours des Alternatifs, de la FASE et de différentes forces (C et A, GA et une partie de

GU) issues de la crise de l'ex-LCR puis du NPA, toutes ces organisations étant présentes depuis 2012 de manière critique au sein du Front de Gauche, est également un élément de ce processus.

Mais cet élément a une particularité: il s'agit-là d'une volonté commune de ces différentes composantes unitaires de la gauche radicale de mettre fin à leur émiettement et se regrouper en une seule organisation.

Comme optique générale, cette convergence correspond à une option de toujours de l'AREV autrefois et des Alternatifs dès leur fondation: celle de la possibilité, en cas de convergence avec d'autres, d'un dépassement dans une force politique plus large et sur une orientation politique générale commune, dans la continuité de la nôtre.

Depuis 1988, les Alternatifs ont combiné leur activité propre et leur orientation unitaire à gauche avec la recherche d'une telle convergence. Partisans de l'autogestion et d'une nouvelle synthèse politique, celle du rouge et du vert, nous avons enrichi ces références de l'altermondialisme et du féminisme.

Mais ces avancées n'ont pas été accompagnées d'une convergence avec d'autres donnant la possibilité d'une force politique commune: l'institutionnalisation et le paradigme écologiste des Verts l'empêchait d'une part, tandis que l'incapacité de la LCR à s'ouvrir à rompre avec l'avant-gardisme et à assumer la synthèse du rouge et du vert la rendait impossible d'autre part.

Plus tard, nous avons espéré que cette convergence puisse s'opérer lors de la constitution de la FASE, aux références

politiques très proches des nôtres, mais l'absence de volonté claire de constitution d'une nouvelle organisation commune et un fonctionnement éloigné du nôtre ne l'ont pas rendu possible.

Ce qui n'était pas possible hier le devient aujourd'hui, notamment grâce à la vérification d'une culture commune de la gauche radicale, anticapitaliste et alternative, dans un contexte de crise globale, multidimensionnelle et généralisée.

Cela se traduit par la conscience partagée de la nécessité de rouvrir certaines questions :

- Stratégique quant à la nature et au type d'organisation politique à construire, nécessairement dans une conception non autoritaire, à l'opposé du parti dirigeant, un parti-mouvement.

- Programmatique pour élaborer un projet alternatif alliant les questions sociale, écologique, féministe, autogestionnaire.

Tous ces éléments, portés depuis longtemps par la gauche autogestionnaire dont les Alternatifs sont la principale expression, sont maintenant plus largement partagés depuis le départ du NPA des courants à la fois unitaires et capables de remettre en cause les certitudes et les schémas issus de l'ex-LCR/NPA.

L'élaboration d'un projet alternatif est cependant un processus complexe. Elle se fait et se fera dans les luttes et l'expérience accumulée, les débats et la réflexion, à toutes les échelles et donc du local au global.

Cette élaboration est urgente. La gauche alternative doit

y prendre sa part, en s'appuyant sur sa culture politique commune: solidarités, féminisme, écologie, autogestion, altermondialisme.

Le travail est immense et aucun courant politique seul ne peut prétendre apporter les bonnes réponses.

Nous devons nous regrouper et ainsi franchir un cap qui demeure inaccessible pour une si petite organisation que la nôtre.

Pour les Alternatifs, le regroupement «Tous Ensemble Trait d'Union» doit permettre de mettre fin à l'éparpillement de la diaspora de la gauche alternative : cette gauche radicale et unitaire, refusant le dogmatisme et le repli sur ses certitudes, cette gauche à la recherche d'un projet alternatif de société, cette gauche qui se réfère autant au vert qu'au rouge et qui se réclame aussi du féminisme, cette gauche altermondialiste pour qui l'autogestion est à la fois une référence et une pratique, cette gauche qui n'ignore pas les institutions et les élections mais doit accorder la priorité aux mobilisations, aux grèves, aux luttes.

Cette gauche alternative souffre de sa dispersion (partagée en de petites organisations et une multitude d'engagements de type syndical, associatif ou altermondialiste sans appartenance politique) et donc de son incapacité à peser réellement à l'échelle de la société et dans les rapports de force politique à gauche. Nous savons d'ores-et-déjà qu'une partie de ces forces n'a pas vocation à entrer dans le FdG dans l'immédiat.

Pourtant nous partageons des idées et des luttes et notre culture nous permet d'être cette passerelle, cette porte ouverte aux idées et aux combats extérieurs au FdG.

Voilà ce qui, sur le fond, justifie le regroupement: construire une force politique plus large n'a donc pas comme première justification d'être «plus forts au sein du Front de Gauche», même s'il faut peser aux côtés du PCF et du PG dont le programme et la culture politique ne sont pas les nôtres. C'est pourquoi, nous refusons de nous inscrire dans un projet illusoire qui consisterait à constituer un «parti unifié» à partir des composantes du Front de Gauche.

Nous nous engagerons pour que le regroupement agisse et s'exprime à l'intérieur et à l'extérieur du FdG.

Nous revendiquerons un fonctionnement démocratique sur la base d'une personne = une voix. Ni pouvoir des élus, ni pouvoir des plus réactifs sur Internet, ni pouvoir aux directions politiques reconstituées.

La convergence vers une nouvelle force politique commune permettra une meilleure implantation territoriale, un meilleur ancrage sociétal, une participation plus importante aux mouvements sociaux et aux mobilisations citoyennes, une plus grande mutualisation des efforts militants, une plus grande richesse dans la réflexion et l'élaboration qu'exigent un projet alternatif d'une urgence extrême face à la crise de civilisation actuelle. Une nouvelle force politique commune permettra également de peser davantage dans le Front de Gauche, donnera plus de cohérence à ce que nous y faisons déjà et apportera au Front de Gauche lui-même une ouverture indispensable.

N'ayant jamais eu de conception autoritaire et messianique du «parti», nous n'avons jamais considéré les Alternatifs comme une fin en soi, mais

comme un outil politique au service des mobilisations et d'un projet, un outil susceptible, en cas de convergence, de dépassement dans une force plus large. C'est dans cette optique que nous concevons le rôle et la fonction de la nouvelle force politique commune. Ce qui nous renforce dans cette conviction, c'est la crise très profonde de la politique et de sa représentation: combinée à l'épuisement des modèles des «partis» classiques, cette crise nous oblige à innover radicalement.

Depuis le début du processus «Tous Ensemble», les convergences sur le fond entre les composantes se sont confirmées et trouvent leur expression dans les textes de la réunion nationale du 15 juin à Saint-Denis.

Ces textes, même s'ils ne reprennent pas l'ensemble des thématiques développées par Les Alternatifs et bien que des divergences subsistent, constituent une réelle avancée. Par ailleurs les textes préparatoires pour la réunion des 23 & 24 novembre constituent des bases de travail satisfaisantes.

Cependant l'addition des composantes ne permet pas encore de produire des réponses à la hauteur et des propositions alternatives.

Même s'ils ne sont pas entièrement satisfaisants et à la hauteur de la profondeur de la crise de la politique, ces textes vont donc dans le bon sens: ils prennent acte de cette crise et dessinent les contours de ce que nous appelons un parti-mouvement, avec un fonctionnement souple et ouvert de type mouvement et une fonction combinée de synthèse, de mémoire et d'ancrage qui est le meilleur de l'héritage des «partis» d'hier.

Ce qui se dégage reflète à la fois une culture commune de la gauche radicale anticapitaliste, et la coexistence, outre l'apport altercommuniste, de deux sous-cultures distinctes: la première est marquée par l'histoire LCR/NPA, la seconde est celle d'une gauche écolo-alternative diverse issue du PSU, de l'AREV et d'une partie des sensibilités à l'origine des Alternatifs et de la FASE.

Mais ce ne sont pas deux blocs homogènes même si les apports réciproques alimentent la réflexion et l'échange en

contribuant au rapprochement. De toute évidence, le regroupement reste viable et ouvert à l'imprévu.

La nouvelle force politique commune devra immédiatement donner à voir ce que nous sommes dans notre culture commune et aussi dans notre diversité: son ouverture ne doit pas être programmée pour demain mais doit se voir immédiatement, maison commune non seulement de tous les membres de ses composantes originelles mais aussi de toute-s celles et de tous ceux, non-encarté-e-s, syndicalistes, associatifs ..., intéressé-e-s par cette nouvelle force politique à faire vivre et à construire ensemble.

LES ALTERNATIFS : EXPERIMENTONS !

La participation des Alternatifs au processus de regroupement «Tous Ensemble-Trait d'Union» engagé avec la Fase, Gauche Anticapitaliste, Convergences et Alternative ... impliquera le basculement d'une partie de nos activités et de nos engagements financiers individuels vers la nouvelle force en construction. Nous devons donc redéfinir notre profil et notre champ d'intervention. C'est l'occasion de faire du neuf.

Le maintien d'un collectif «Les Alternatifs» répond à plusieurs nécessités:

1. Nous sommes nombreux/ses à être partisans de la construction d'une nouvelle force politique plus large que les Alternatifs. Mais sans pour autant nier les contradictions qui pourront la traverser, et avec la volonté de défendre nos orientations en son sein. Ces éléments clés du projet alternatif sont la «révolution longue» reposant sur l'auto-organisation, et l'expérimentation autogestionnaire, une écologie radicale, ... Nous sommes aussi porteurs/porteuses d'un projet de «parti-mouvement» en échange avec les mouvements sociaux. Cette orientation aura besoin d'un point d'appui, d'un lieu de mise en commun.

2. Des positions divergentes vont s'exprimer lors de notre congrès. Aucun-e d'entre nous ne peut se résigner à ce qu'elles conduisent à la dispersion de notre courant politique.

3. Nous devons concrétiser une vision de l'action politique en accord avec notre

visée autogestionnaire, pouvoir expérimenter, évaluer.

Il nous faudra donc définir les moyens financiers, les modes de fonctionnement, les outils nécessaires dans la période qui s'ouvre.

Le maintien d'un courant politique autogestionnaire organisé, Les Alternatifs, est indispensable non pas contre la participation active au regroupement Ensemble, mais bien comme élément complémentaire à cette participation. Nous travaillerons et participerons activement aux réflexions et actions avec les réseaux décroissants, libertaires et anticapitalistes et avec celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans le FdG.

Cela signifie le maintien de notre nom, la transformation du journal en revue mensuelle ou bimestrielle, privilégiant la réflexion de fond et l'expression d'expérimentations ..., de l'existence de liste internet, site internet, des initiatives de réflexions thématiques de type journées d'étude et de l'organisation de notre Université d'été.

Ce maintien des Alternatifs, en nous appuyant sur nos valeurs, nous permettra :

- de poursuivre nos réflexions, nos analyses et nos expérimentations et de nous appuyer sur les méthodes et les valeurs de l'éducation populaire. Faire avec les citoyen-ne-s et les actrices, car ne l'oublions pas la politique c'est l'affaire de tout le monde.

- de nous mettre en capacité d'appuyer des engagements militants divers et de les confronter, dans les mobilisations, au sein de la nouvelle force en construction, mais aussi avec d'autres (écologistes radicaux et objecteurs de croissance, libertaires, militant-es des expérimentations autogestionnaires), et sur des champs de construction politique comme la Foire à l'Autogestion ou des collectifs locaux.

Ce courant Alternatifs aura besoin de moyens financiers plus réduits que ceux des Alternatifs, mais qu'il faut définir, par exemple à partir des projets suivants :

- la parution d'un «Rouge & Vert» mensuel de 16 pages, centré sur la production d'idées et l'échange sur les expérimentations autogestionnaires et écolos,

appuyé sur un véritable collectif de rédaction,

- le renforcement des moyens de communication par internet,
- la mise en place d'une liste interne d'échanges large, avec le soucis qu'une telle liste soit un vrai point d'appui pour une réflexion collective et nos engagements,
- l'organisation de journées d'études et d'été permettant de combiner évaluation de nos engagements et débats/formation,
- une coordination souple permettant l'échange politique et la mise en place d'un Collectif d'Animation large et pluraliste, qui pourrait être aussi le Comité de Rédaction du mensuel, le tout dans une vision du débat recherchant le consensus.

Il est à ce stade difficile de définir un budget précis, mais :

- il est nécessaire que la participation / abonnement au mensuel puisse être fixée autour de 20 euros avec une possibilité de soutien à 50 euros, le but étant de dépasser la coupure parfois un peu intimidante entre «adhésion» et «participation» et de permettre d'autres engagements financiers ;
- il faut définir une cotisation ou participation tenant compte de l'engagement d'une grande partie des Alternatifs (mais pas toutes et tous) dans la nouvelle force en gestation à laquelle elles/ils cotiseront.

Il faut mettre en place une vraie instance d'évaluation paritaire, autonome vis à vis du Collectif d'Animation, tout particulièrement dans le cadre d'une convergence puisqu'il est devenu nécessaire de faire non seulement des propositions sur l'avenir de notre mouvement, mais d'ores et déjà de commencer à le transformer.

Ce projet implique un engagement raisonné, moins paralysé par les tâches de représentation et les enjeux tactiques, reposant sur la recherche du commun plutôt que de la démarcation entre nous, plus centré sur la production d'idées et propositions, celles-ci pouvant être portées dans des cadres diversifiés. Il peut être une démarche complexe mais novatrice et intéressante, une expérimentation enrichissant et confortant des engagements sociaux et politiques diversifiés.

La fusion définitive des Alternatifs au sein du regroupement ne se fera pas sans l'organisation d'un Congrès Extraordinaire à l'échéance d'une décision collective. ■

Questions internationales

La crise du capitalisme atteint une ampleur sans précédent et s'étend au monde entier, la riposte à cette crise ne peut se limiter aux dimensions nationale ou européenne, elle doit être internationale.

Cette riposte passe-t-elle par la création d'une nouvelle organisation internationale ? La réponse à cette question nous paraît aujourd'hui prématurée, d'autant plus que les précédentes Internationales ont montré leurs limites et que la dernière tentative en 2009 avec la création d'une Ve Internationale proposée par Chávez ne s'est pas concrétisée.

Depuis une quinzaine d'années, le mouvement altermondialiste, pluriel dans sa composition et innovant dans son fonctionnement, a profondément bousculé cette conception d'organisation. Plus récemment, l'émergence de mouvements de révolte citoyens à travers le monde, fonctionnant en réseaux et contestant la représentation, la corruption politique et l'arrogance des élites, a également renouvelé le répertoire d'actions. Enfin, les révolutions arabes, sans dénier parfois le rôle des mouvements sociaux classiques, se sont également appuyées sur des mobilisations citoyennes de masse.

A la lumière de ces évolutions, la multiplication des contacts internationaux et la constitution de réseaux sont indispensables, aussi bien par des rencontres bi- ou multilatérales que lors d'initiatives internationales, tels que les forums sociaux.

La tentative de constitution du réseau Red and Green Alternative (RAGA) a permis d'appréhender la difficulté et d'évaluer les moyens nécessaires pour organiser des rencontres internationales.

Néanmoins, il importe de persévérer dans des formes à définir. Parallèlement, les Alternatifs doivent poursuivre les relations avec des formes plus classiques de regroupement structurés en maintenant et développant des relations avec le Parti de la gauche européenne (PGE) ou avec la IVe Internationale. ■

Lors de leur congrès, les Alternatifs décident d'approfondir leur réflexion sur la structuration des ripostes internationales à la crise du capitalisme mondialisé, aussi bien à l'intérieur de l'organisation qu'en relation avec les partenaires du regroupement Ensemble.

Ils réaffirment leur engagement plein et entier au sein du mouvement altermondialiste à travers une participation active aux principaux rendez-vous internationaux.

Ils privilégieront le suivi :

- des mouvements de révolte citoyens, étudiants, etc. ;
- de la poursuite des processus révolutionnaires dans les pays arabes ;
- les résistances des peuples et des citoyen-ne-s du monde aux accaparements des terres arables, au pillage des ressources naturelles par les multinationales, les fonds spéculatifs ou par certains Etats, à la Françafrique ;
- des processus de transformation sociale engagés en Amérique afro-indienne-latine et les luttes écologiques qui s'y développent ;
- des mouvements sociaux et écologiques en Europe ;
- des mouvements de libération, en particulier celui du peuple palestinien.

Les Alternatifs et Alternativa roja y verde (Etat espagnol) relanceront le processus RAGA, notamment en développant les contacts internationaux et en initiant des rencontres : européenne, Euro-Amérique latine dans le but d'échanger et de confronter des pratiques militantes et le cas échéant de mener des campagnes communes ou de solidarité.

Ils répondront favorablement aux invitations du Parti de la gauche européenne (PGE) et de la IVe Internationale, et débattront également d'un statut d'observateur auprès du PGE. ■

Nucléaire et transition écologique

Avertissement :

Partie 1, il s'agit essentiellement de réaffirmer notre positionnement antinucléaire. En effet, depuis le congrès de Rouen de novembre 2010, a eu lieu la catastrophe de Fukushima en mars 2011 avec toutes ses conséquences.

Partie 2, elle est plus détaillée afin de préciser un cadre et de définir des objectifs concernant notre conception de la transition écologique et énergétique, et ce, dans une démarche autogestionnaire.

1. Pour l'arrêt du nucléaire civil et militaire

Pour rappel : La France possède le nombre le plus élevé au monde de réacteurs nucléaires par habitant-e (58 réacteurs, presque un pour un million d'habitant-e-s) et sa consommation d'énergie reste dépendante des énergies fossiles à près de 75 %. Le nucléaire produit 78 % de l'électricité.

La catastrophe de Fukushima de mars 2011 a démontré une fois de plus le danger de l'atome, en ce qui concerne la filière liée à l'atome militaire (uranium, plutonium, MOX). Il est impossible d'ignorer tous les accidents nucléaires qui ont émaillés le monde depuis celui de Three Mile Island en 1979. Il ne saurait être question de parier sur l'avenir, au risque d'un accident « grave » ou encore pire d'un accident « majeur » (grave non maîtrisé), qui aurait des conséquences incommensurables. L'Allemagne s'est engagée sur la voie de la sortie, pourquoi la France ne l'imiterait-elle pas en optant pour l'arrêt ?

Les liens intrinsèques entre l'armée et l'industrie nucléaire ne sont plus à démontrer et l'énergie nucléaire est avant tout une énergie de destruction. La France doit s'engager dans un désarmement nucléaire unilatéral et engager une reconversion de son industrie militaire, basée sur l'utilisation de l'atome.

Au niveau sanitaire, c'est l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui est chargée des recherches sur les effets de la radioactivité, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne peut que publier des communiqués avec l'aval de l'AEIA. L'OMS doit pouvoir effectuer des recherches et en publier les résultats sans le contrôle de l'AEIA, influencé par les lobbies pro-nucléaires.

Les Alternatifs sont antinucléaires, ils réaffirment :

- leur opposition au nucléaire civil et militaire ;

- l'engagement qu'ils ont pris lors de la signature de l'« appel solennel » en mars 2011 (signé par 68 organisations suite à la catastrophe de Fukushima) et qui stipulait :

* L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) [ASTRID] tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement sur notre politique énergétique sur le recours à l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum ;

* Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement ;

* L'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française, ce qui inclut l'arrêt de toutes les exportations, notamment de « combustible MOX ».

En outre, AREVA doit cesser toute exploitation d'uranium au Niger, au Canada et au Kazakhstan, abandonner les prospections de mines africaines (Congo RDC et ailleurs) et la France cesser les interventions impérialistes destinées notamment à sécuriser l'approvisionnement en minerai, comme récemment au Mali.

Une fois l'arrêt du nucléaire décidé, il faudra engager la transition énergétique pour réaliser la sortie du nucléaire si possible entre 5 et 10 ans.

Les Alternatifs engageront une démarche en direction des travailleurs, notamment des précaires du nucléaire, afin d'intervenir sur les conditions de travail, un bilan réel de l'état du parc, et des risques encourus.

Les Alternatifs défendront leurs positions auprès de leurs partenaires du regroupement « Ensemble / Trait d'union » (également signataires de l'appel de mars 2011) et les exprimeront au sein du Front de gauche.

Ils renforceront leur engagement dans les luttes antinucléaires. Ils engageront une réflexion sur leur maintien au sein du réseau Sortir du nucléaire (confronté à une crise organisationnelle et avec lequel les divergences stratégiques existent) à l'issue de la prochaine Assemblée générale de janvier 2014.

2. Transitions écologique et énergétique

Pendant la phase transitoire, dès la décision d'arrêter le nucléaire, la France devra recourir à des énergies fossiles (gaz, charbon). Les énergies fossiles représenteraient 30 % de la production d'électricité en cas d'arrêt du nucléaire en 10 ans. C'est pourquoi des mesures devront être prises dans les secteurs qui émettent le plus de gaz à effet de serre : les transports, le bâtiment et l'agriculture intensive.

La transition énergétique doit s'insérer dans la transition écologique globale pour, notamment, permettre la réduction de la consommation énergétique. Il s'agit aussi d'engager cette transition tout en évitant d'une part le renforcement du capitalisme par le capitalisme vert et l'économie verte, d'autre part le choix d'une évolution de type réformiste comme celle proposée par le du PG dans le cadre de l'écosocialisme qui vise essentiellement à répondre aux besoins.

La transition que nous voulons implique que le système productif, donc les choix politiques (propriété sociale, système financier...), soient en cohérence avec les changements économiques, en mutation rapide dans un processus cohérent, bien qu'en adaptation semi permanente. Cette transition doit d'autant plus être pensée et à engager que l'énergie, encore plus que d'autres questions écologiques, est au cœur du système et un de ses déterminants principaux tant du côté de la production que de la consommation.

Il s'agit de réaliser une reconversion écologique de l'économie dans sa globalité et dans chaque secteur de production et d'échange : énergie, industrie, agriculture, distribution, aménagement et urbanisme. Dans ses trois composantes (production, consommation et échange), le système économique à construire doit répondre aux objectifs suivants :

• satisfaction prioritaire et totale des

besoins humains fondamentaux : alimentation, formation, logement, santé, culture ;

- limitation des autres productions avec priorité pour les biens et services améliorant les conditions de vie et de travail, recherche d'un usage collectif et économe des biens durables (transport, logement, équipements culturels et touristiques, ...) et accès le plus équitable possible de tous aux biens et aux services ;

- répartition harmonieuse de la production sur tout le territoire ;

- recherche de formes de coopération et d'échange internationaux répondant aux critères énoncés ci-dessus pour chaque pays concerné.

Ces orientations pour un «alterdéveloppement» permettent de répondre à la question de l'évolution de la production et de la répartition des biens ou de la richesse en dépassant les débats entre décroissance et type de croissance, et en s'inscrivant dans une recherche de sobriété.

2.1 C'est dans le cadre de cette transition que les mesures de court terme doivent être engagées :

- investir massivement dans la recherche sur les énergies renouvelables en commençant par réaffecter les crédits consacrés au nucléaire et à ITER.

- développer un mix énergétique (hydraulique, solaire, éolien, biomasse, géothermie, etc.) à grande échelle, qui permettra une production équivalente à celle de 25 réacteurs nucléaires en 10 ans.

- renoncer aux projets d'exploration et d'exploitation des gaz et huiles de schiste et d'annuler tous les permis qui ont été attribués.

- économiser l'énergie en mettant un frein aux gaspillages. Grâce aux seules économies d'énergie, 23 réacteurs nucléaires pourraient être arrêtés sur 10 ans.

Mais l'efficacité (réduction des gaspillages, meilleures technologies, etc.) ne suffira pas, il faudra la conjuguer avec la sobriété en

réduisant la demande finale d'énergie de moitié environ dans l'Union européenne.

2.2 Les enjeux et les défis démocratiques de la transition énergétique

L'enjeu de la transition dépasse largement nos frontières et concerne l'ensemble de la planète. Il nous faut donc raisonner à cette échelle. L'exploitation fossile a explosé avec le développement du capitalisme (elle représente 90 % des sources d'énergie) et l'accaparement des ressources génèrent de nombreux conflits. Le nucléaire ne représente que 2 % de la production mondiale.

Les enjeux géostratégiques sont énormes. Ils supposent de repenser les rapports entre les états et d'engager une redistribution mondiale en revoyant les échanges et en premier lieu en réduisant les flux de transports. Pour répondre aux enjeux climatiques aux horizons 2020 et 2050, un changement radical de notre système énergétique s'impose, il devra respecter un équilibre Nord-Sud et garantir la justice sociale.

Ce changement implique :

- **Une réduction importante de la consommation en énergie des pays du Nord et l'arrêt du nucléaire en France.** Ce qui remet en cause les logiques capitaliste et productiviste.

- Une critique radicale de la croissance capitaliste et la décroissance d'une partie de la production matérielle (en particulier ce qui a trait à l'armement et la publicité) et des transports routiers, individuels et aériens, par la relocalisation et le développement d'une autonomie alimentaire à une échelle des territoires (échelle qui doit être déterminée par la démocratie active) ainsi que le renforcement des luttes contre les grands projets inutiles et imposés (GPII) : **c'est ce que nous appelons l'objection de croissance et l'alterdéveloppement.**

- Une contestation du « capitalisme vert », qui n'est pas en mesure de répondre aux enjeux énergétiques et écologiques. Les mesures techniques -dites d'efficacité- qui représentent 70 % dans le scénario Négawatt favorisent notamment les profits des multinationales. L'urgence

écologique impose la mise en œuvre de solutions reposant sur le choix de techniques appropriables, renouvelables et durables, de même qu'une production décentralisée et diversifiée.

- Une articulation entre une démocratie économique et sociale, -qui exclut la production et la distribution de l'énergie de la sphère du marché et du profit- et une démocratie active articulant une forme représentative et des processus de démocratie directe (budgets participatifs, instances de décisions citoyennes ayant pour objet l'élaboration des projets, le suivi de leur mise en œuvre et l'évaluation de leur réalisation, avec éventuellement reconsidération de ceux-ci), qui pourrait se concrétiser dans le cadre d'un/e «aménagement / planification démocratique écologique ».

Le défi est donc bien de conjuguer la « démocratie réelle » et la justice sociale.

2.3 La transition écologique et énergétique implique :

- une articulation entre les niveaux national et local, en termes de production et de distribution d'énergie : entre un service public national (pôle public de l'énergie) et des instances locales : régies publiques contrôlées par les citoyen-ne-s et les travailleur-se-s et des coopératives (SCIC). La loi Energie de 2002, dite Cochet, a dérégulé la production de l'électricité et favorisé les profits, elle doit être révisée ;

- une reconversion écologique de l'industrie (automobile, agroalimentaire, sortie du nucléaire, etc.) et une relocalisation des activités avec de plus petites unités de production ;

- un développement important des transports collectifs respectueux de l'environnement (Trains, tramways, etc.)

- l'élaboration de contre-plans alternatifs associant les travailleurs-ses, les syndicats les associations et les citoyen-ne-s afin de garantir les droits sociaux et le respect de la nature tout intégrant de nouveaux rapports de production et de nouvelles organisations du travail ;

- une prise en compte des besoins sociaux (accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous) et la mise en œuvre d'une péréquation indispensable entre les niveaux national et local incluant la gratuité des premières tranches et des tarifications progressives ;

- une convergence des luttes sociales et écologiques pour peser sur les orientations politiques à un niveau macro, les luttes accélèrent la prise de conscience ;

- une valorisation des terrains d'expérimentations (agriculture, auto-construction, productions coopératives d'énergie renouvelables, etc.).

- des réflexions citoyennes au niveau des territoires permettant de mutualiser les « intelligences » et de développer des alternatives concrètes innovantes. Des coordinations locales entre les coopératives de production et des instances politiques participatives permettraient d'y parvenir.

Les Alternatifs participeront activement aux différentes initiatives : forums sur la transition écologique et énergétique pour confronter leurs positions avec les citoyen-ne-s. Ils s'impliqueront dans les expériences alternatives.

Là où ils sont et seront présent-e-s dans les municipalités, ils proposeront d'engager le débat avec les citoyen-ne-s et des expérimentations locales de production d'énergie alternatives dans le cadre de structures publiques contrôlées par les citoyen-ne-s ou de coopératives. ■

Débat

« discriminations, islamophobie »

Texte A : Contre l'islamophobie ! Pour l'égalité des droits ! Les Alternatifs solidaires des luttes des immigrations post-coloniales !

Texte B : Contre tous les racismes ! Contre l'offensive raciste antimusulmane ! Pour l'égalité des droits !

Aucun des deux textes A et B n'a obtenu la majorité absolue justifiant l'adoption de l'un plutôt que l'autre, étant donné la prise en compte des expressions des votes abstentionnistes

texte A	27,1%
texte B	40,8%
Abstentions	32,1 % (hors non participation au vote).

Ainsi les deux textes d'étape laissent le débat ouvert. Ce dernier se poursuivra.

La question de la remise en cause de la loi de 2004 (interdiction du voile à l'école) ne fait pas consensus, même si la coordination du mouvement s'était positionnée contre cette loi en 2004. Il a toutefois paru inopportun de voter à ce sujet : cette loi trouve notamment sa place dans un débat sur la laïcité et l'éducation. Le positionnement du mouvement sur cette loi sera donc retravaillé à l'interne, entre autres au sein de la commission éducation, pour une prise de position ultérieure.

TEXTE A

Contre l'islamophobie ! Pour l'égalité des droits ! Les Alternatifs solidaires des luttes des immigrations post-coloniales

Après la loi contre le voile à l'école et la loi anti-burqa, après la campagne contre les « prières de rue » et le « grand débat sur l'islam », après l'offensive initiée par Luc Chatel contre les mamans voilées durant les sorties scolaires et la proposition de loi contre les nounous voilées, après la construction du mythe du garçon arabe des quartiers populaires, nécessairement plus macho et plus violent que les autres, après le débat sur « l'identité nationale » et le scandaleux ministère de l'immigration et l'identité nationale, après les réactions hostiles à la décision de justice annulant le licenciement de la salariée voilée de la crèche Baby Loup, de nombreux discours et maintenant des actes violents désignent à nouveau les musulman-e-s comme des citoyen-ne-s entièrement à part et participent de la diabolisation de l'islam, jugé même par certains observateurs « incompatible avec la démocratie » et présenté comme la nouvelle figure de la barbarie extérieure au monde civilisé.

Instrumentalisant une fois de plus la laïcité et les droits des femmes, le consensus entre la droite et le PS prend la forme de discours et de prises de position favorables à de nouvelles lois d'interdiction du voile.

Leur point commun : vouloir imposer dans le débat la thématique de la défense de la république contre l'intégrisme musulman, version francisée de la guerre des civilisations. Et cela alors que les actes islamophobes se multiplient comme l'ont montré les inscriptions racistes sur les murs des mosquées et, de manière plus dramatique, les agressions de femmes voilées à Argenteuil, Reims et Orléans au mois de mai et juin 2013. Agressions que les déclarations de Manuel Valls sur les menaces que feraient peser « ceux qui voudraient faire de la France un terrain de conquête ; qui voudraient, au nom d'une croyance dévoyée, imposer d'autres lois que la loi de tous » ne peuvent qu'encourager. Le terme de « conquête » renvoie ici au mythe de l'islamisation et à la construction du discours islamophobe en Europe et en France. Ce discours est basé sur une contre-vérité majeure dans laquelle se combinent les fantasmes de surpopulation et de soumission religieuse.

Or, le processus de sécularisation, qui met à distance le fait religieux et sa domination sur la société, ne concerne pas seulement le christianisme mais aussi les autres religions dont l'islam, comme

l'atteste la démographie dès la «seconde génération issue de l'immigration». Cette démographie est équivalente à celle des populations locales. Et dans de nombreux pays arabes, ce processus de sécularisation, combiné à la fin de la transition démographique, est l'un des facteurs explicatifs du déclenchement du processus des révolutions arabes en Tunisie et du rejet massif des Frères musulmans et d'Ennahda en Egypte et en Tunisie : c'est un processus à l'échelle mondiale. De fait, même si elle n'en est qu'au début, la désislamisation des sociétés arabe et iranienne est en cours.

Dans un contexte de racialisation des rapports sociaux, alimenté par les classes dominantes et leurs représentant-e-s politiques, la désignation d'un nouveau bouc émissaire accroît la division et la mise en concurrence des couches populaires. L'islamophobie interprète en terme de croisade religieuse les conflits de la misère et divise ainsi les victimes. Elle empêche les populations musulmanes de s'identifier pleinement au mouvement ouvrier et à ses luttes, les contraint à se réidentifier prioritairement comme Arabes rejeté-e-s et diffuse le fiel du racisme et du nationalisme au sein des classes populaires « blanches ». Elle tient un rôle analogue à celui de l'antisémitisme des années 30. Sa logique est celle de la purification ethnique. Depuis le début des années 2000, un véritable consensus national

s'est opéré autour de ce qui apparaît à beaucoup comme une évidence : il existe en France un « problème musulman », que l'on peut mettre en parallèle avec la construction d'un « problème de l'immigration » depuis les années 1970. Cela s'est traduit par le développement d'une islamophobie dans les idées, dans les discours mais aussi dans les actes : cette nouvelle forme de racisme, qui stigmatise et altérise en fonction d'une appartenance réelle ou supposée à la religion musulmane, vise avant tout à contester et finalement refuser toute légitimité à la présence des populations issues des immigrations postcoloniales sur le sol français. Ces populations sont jugées inassimilables dans une vision essentialisante de l'islam et dans une vision toute aussi essentialisante d'une soi-disant « identité nationale » française.

Les femmes voilées sont les premières victimes de la poussée islamophobe et néo-nationaliste. Méprisées. Présentées au mieux de manière paternaliste, au pire de manière condescendante, elles se voient refuser le statut de sujet autonome. Elles seraient nécessairement victimes et contraintes de se soumettre ou manipulées par l'intégrisme et donc « à émanciper » de force. Certes, nous qui sommes féministes, nous n'oublions pas que le voile est un signe religieux particulier en ce sens qu'il est un marqueur sexuel lié à la domination masculine ni que l'intégrisme religieux s'attaque toujours aux droits

des femmes. Mais toujours en tant que féministes, nous constatons que d'autres marqueurs sexuels visant à rendre les femmes disponibles pour les hommes et qui participent tout autant à la domination masculine sont épargnés par le féminisme d'Etat, et nous remarquons aussi que ces lois censées les défendre ont toutes pour conséquences ou objectifs de restreindre leurs droits (il faut ajouter à cela que le projet de loi sur l'interdiction du voile dans le secteur privé de la petite enfance serait une catastrophe pour des femmes souvent en situation de précarité). La question est donc de savoir si on respecte les femmes qui ont fait le choix de porter un voile - dont les motivations sont multiples - et non de se prononcer pour ou contre le port du foulard. En effet, cette conception de l'émancipation n'est pas la nôtre : pour nous elle doit passer par l'auto-organisation des dominé-e-s et sûrement pas par des lois discriminantes cherchant à imposer des normes disciplinaires au nom d'un « universalisme républicain » qui ressemble à s'y méprendre à une vision patriarcale et postcoloniale de la société française.

Ce n'est pas parce que le mot « islamophobie », utilisé/instrumentalisé par certains courants fondamentalistes, pose de nombreuses questions d'usage tout comme d'ailleurs le mot « antisémitisme », hier comme aujourd'hui, qu'il faut y renoncer. Car il s'agit sans contester d'un terme majeur et reconnu dans le débat



The economist est un journal de référence. Il n'est pas considéré comme raciste et ses Unes ne soulèvent pas de réactions scandalisées.

refusant la fermeture des communautés sur elles-mêmes permet la libre confrontation des opinions. Elle est par exemple défendue par une association comme la LDH, et c'est celle que la gauche radicale devrait porter tout en s'opposant à la conception religieuse de la laïcité - pratiquée du temps de l'Empire dans les colonies françaises - qui renforce la stigmatisation des musulman-e-s.

Or, force est de constater qu'au-delà de certaines prises de positions la gauche radicale ne s'est jamais vraiment impliquée dans la contre-offensive, aujourd'hui essentiellement menée par des intellectuel-le-s engagé-e-s, souvent proches d'elle, qui invitent à « prendre la mesure du racisme, voire de la haine, qui visent aujourd'hui nos concitoyens musulmans, ou perçus comme tels »(1).

Or, cette forme de racisme qui stigmatise - au prétexte de leur religion réelle ou supposée - une grande partie des habitants et surtout des habitantes des quartiers populaires s'en prend aussi aux populations les plus précaires(2), au salariat dans ses catégories les plus défavorisées (30% des milieux populaires, ouvrier-e-s et employé-e-s, sont issus de l'immigration post-coloniale). Ce sont aussi celles et ceux dont l'exclusion politique est la plus marquée et la plus préoccupante et dont la gauche radicale devrait mieux entendre les aspirations et partager davantage les luttes.

Il est temps de donner

des signes à nos concitoyen-ne-s de culture musulmane pour qu'ils-elles puissent enfin se considérer comme des citoyen-ne-s à part entière.

Il est temps d'affirmer notre solidarité avec les luttes des populations et des mouvements autonomes issu-e-s des immigrations postcoloniales et des quartiers populaires.

Il est temps pour la gauche radicale, et plus largement toute la gauche de transformation, de prendre véritablement la mesure du phénomène islamophobe.

Il est temps d'afficher la lutte contre l'islamophobie comme étant une de nos priorités : une lutte pour l'égalité des droits, antiraciste, féministe, œuvrant pour l'unité des couches populaires et pour la lutte commune contre le capitalisme mondialisé et ses catastrophes humaines, sociales et écologiques.

C'est pourquoi les Alternatifs proposent :

- L'abrogation de la loi de 2004 sur le voile à l'école et de toutes les lois anti-musulmanes qui ont suivi.
- Le droit de vote pour les résident-e-s étranger-e-s non communautaires aux élections locales et européennes, dans la perspective du vote de toutes et tous à tous les scrutins : la citoyenneté de résidence.
- La fin du scandale des 6 millions d' « emplois réservés » aux Français-e-s, véritable application de la préférence nationale.
- La reconnaissance du caractère systémique

des discriminations raciales subies par les populations noires et arabes, françaises ou non et une véritable politique de lutte en faveur de l'égalité des droits, considérée comme politique publique prioritaire.

- La mise en place d'une véritable politique d'affirmative action dans les quartiers populaires, notamment en matière de formation et d'emploi.
- La fin du traitement néo-colonial subi par les quartiers populaires et une justice équitable pour les victimes des violences policières. La dissolution des BAC et une réorientation de l'action policière dans les quartiers populaires
- La reconnaissance pleine et entière du fait colonial et des massacres commis au nom de la république.

30 ans après la Marche pour l'Egalité et contre le racisme, en indiquant clairement sa volonté de partager les luttes des mouvements politiques autonomes issu-e-s des immigrations post-coloniales dans les quartiers populaires, la gauche radicale de notre pays marquerait sa solidarité avec les organisations et les peuples des pays du Sud, souvent ou en majorité de culture musulmane qui ont largement contribué à l'éclatant succès du récent Forum Social Mondial de Tunis. ■

1- Tribune parue dans Le Monde et aujourd'hui ouverte à pétition à l'adresse : <http://www.change.org/petitions/contre-une-loi-stigmatisante-pour-une-commission-sur-l-islamophobie>
 2 - De nombreuses femmes musulmanes voilées n'ont pas d'autre activité que l'entretien et la garde des enfants. Pour elles, une nouvelle loi aurait pour conséquence de les priver de tout droit au travail.

TEXTE B

Contre tous les racismes ! Contre l'offensive raciste antimusulmane ! Pour l'égalité des droits !

L'hystérie anti roms qui se développe, à l'extrême-droite, à droite, mais aussi dans une partie de la gauche est un moment de plus de libération de toutes les paroles et actes racistes. Combinée à l'accentuation de la désagrégation sociale, des discriminations, des peurs et replis identitaires, la montée du racisme est un frein puissant à l'unité des exploité-e-s et dominé-e-s. Dans le même temps, les flux migratoires, nés de la misère ou des conflits régionaux, sont clairement désignés comme une menace, sans que pour autant soient menées de réelles politiques appuyant un développement autocentré au bénéfice des populations, notamment sur le continent africain.

La multiplication des mesures discriminatoires a l'encontre des musulman-e-s joue un rôle central dans la dérive raciste perceptible dans de larges secteurs de la société. Elle s'appuie sur une stigmatisation de tous les jours de l'islam, dénoncé comme « incompatible avec la démocratie » et présenté comme la nouvelle figure de la barbarie extérieure au monde civilisé.

Leur point commun : vouloir imposer dans le débat la thématique de la défense de la République contre l'intégrisme musulman, version francisée de la guerre des civilisations. Est ainsi pratiqué l'amalgame permanent entre les courants réactionnaires intégristes que nous combattons comme tous les fondamentalismes réactionnaires, et l'ensemble des musulman-e-s de France. Les actes islamophobes se multiplient.

Or, le processus de sécularisation, qui met à distance le fait religieux et sa domination sur la société, ne concerne pas seulement le christianisme mais aussi les autres religions dont l'islam; Et

**L'Express
est un journal
de référence.
Il n'est pas
considéré comme
raciste et
ses Unes ne
soulèvent pas de
réactions
scandalisées.**



dans certains pays arabes, ce processus de sécularisation, combiné à la fin de la transition démographique, est sans doute l'un des facteurs explicatifs du déclenchement des révolutions, notamment en Tunisie et du rejet massif des Frères musulmans et d'Ennahda en Egypte et en Tunisie : c'est un processus à l'échelle mondiale. De fait, même si elle n'en est qu'au début, la sécularisation des sociétés arabe et iranienne est en cours.

Dans un contexte de racialisation des rapports sociaux, alimenté par les classes dominantes et leurs représentants politiques, la désignation de nouveaux boucs émissaires, musulmans, roms, immigrants des pays du Sud et de l'Est, accroît la division et la mise en concurrence des couches populaires, interprète en terme de croisade identitaire, religieuse et culturelle les conflits de la misère et divise ainsi les victimes.

Elle rend difficile l'unité populaire, notamment la jonction d'une partie des classes populaires avec le mouvement ouvrier et ses luttes, ce qui peut les conduire à se réidentifier prioritairement comme Musulman-e-s, Arabes ou Noir-e-s rejeté-e-s.

Elle favorise, en miroir, tous les courants ou groupes, notamment religieux, qui prônent une logique de séparation, et diffuse le fiel du racisme et du nationalisme au sein des classes

populaires « blanches ». Sa logique ultime est celle de la purification ethnique.

Depuis le début des années 2000, un consensus mortifère se construit autour de ce qui apparaît à beaucoup comme une évidence : il existe en France un « problème de l'immigration », notamment de l'immigration musulmane. Cette nouvelle forme de racisme, qui stigmatise et altère en fonction d'une appartenance réelle ou supposée, vise avant tout à contester et finalement refuser toute légitimité à la présence des populations issues des immigrations non originaires d'Europe occidentale sur le sol français. Ces populations sont jugés inassimilables dans une vision essentialisante de l'islam ou d'autres identités et dans une vision toute aussi essentialisante d'une soi-disant « identité nationale » française.

Cette logique mortifère est une pièce maîtresse du projet de réarmement idéologique pour une droite radicale, et un des terrains de convergence entre droite et Front National. Nouvel avatar de cette logique, celle qui aujourd'hui conduit Valls à juger « inintégrables » les population roms.

Des débats difficiles traversent les courants de la gauche radicale, ainsi, en 2004, une majorité des Alternatifs (60%) a rejeté la loi sur les « signes religieux ostensibles à l'Ecole » la jugeant discriminatoire (une minorité de 40% considérait

que, malgré son caractère coercitif, elle protégeait nombre de jeunes filles des pressions religieuses)

Les femmes voilées sont méprisées, présentées au mieux de manière paternaliste, au pire de manière condescendante, et se voient refuser le statut de sujet autonome. Certes, féministes, nous n'oublions pas que le voile est un signe religieux particulier en ce sens qu'il est un marqueur culturel sexuel lié à la domination masculine ni que l'intégrisme religieux s'attaque toujours prioritairement aux droits des femmes. Mais nous remarquons aussi que des lois censées les émanciper restreignent leurs droits. La question est donc de savoir si on respecte les femmes qui ont fait le choix de porter un voile - dont les motivations sont multiples - et non de se prononcer pour ou contre le port du foulard. Car cette conception de l'émancipation n'est pas la nôtre : pour nous elle doit passer par l'auto-organisation des dominé-e-s, une bataille idéologique contre tous les courants réactionnaires, religieux ou non, qui s'opposent à une société de mixité, et pas par des lois discriminantes au nom d'un « universalisme républicain ».

Le mot « islamophobie », utilisé/instrumentalisé par certains courants fondamentalistes, pose de nombreuses questions d'usage tout comme d'ailleurs le mot « antisémitisme »,

hier comme aujourd'hui. Il s'agit d'un terme reconnu dans le débat actuel sur les questions de discriminations et d'égalité des droits. Cela d'autant plus que ce terme a été l'objet d'une appropriation par de larges secteurs des mouvements autonomes des quartiers populaires et issus des immigrations postcoloniales.

Il fait débat entre nous, même si le terme de racisme anti musulman nous semble mieux cerner la réalité des discriminations

A partir de 2002, a émergé une redéfinition de la norme laïque, considérée comme essentielle à l'homogénéité nationale. Il est d'ailleurs tout à fait éclairant de noter que la droite comme le Front national se réclament désormais de la laïcité en rupture avec leur tradition historique sur le sujet, ayant parfaitement compris qui elle vise désormais : les populations issues des immigrations postcoloniales, et ce en rupture avec la conception de la laïcité favorable à la liberté de conscience instituée par la loi de 1905.

C'est cette conception originelle de la laïcité qui interdit à l'État de s'ingérer dans les religions, comme aux religions de s'ingérer dans l'État et dans l'organisation de la société, notamment dans le système éducatif, que nous défendons. Cette conception, en permettant le non-enfermement communautariste, permet la libre confrontations des opinions.

Elle est par exemple défendue par une association comme la LDH, et c'est celle que la gauche radicale devrait porter tout en s'opposant à toutes les conceptions religieuses de la société

Force est de constater qu'au-delà de certaines prises de positions la gauche radicale ne s'est jamais vraiment impliquée dans la contre-offensive, aujourd'hui essentiellement menée par des intellectuel-le-s engagé-e-s, souvent proches d'elle, qui invitent à « prendre la mesure du racisme, voire de la haine, qui visent aujourd'hui nos concitoyens musulmans, ou perçus comme tels »

Cette forme de racisme qui stigmatise une grande partie des habitants et surtout des habitantes des quartiers populaires, s'en prend dans les faits aux populations les plus précaires, au salariat dans ses catégories les plus défavorisées (30% des milieux populaires, ouvrier-e-s et employé-e-s, sont issus des immigrations de toutes origines). Ce sont aussi celles et ceux dont l'exclusion politique est la plus marquée et la plus préoccupante et dont la gauche radicale devrait mieux entendre les aspirations et partager davantage les luttes pour construire l'unité populaire.

Il est temps de donner des signes à nos concitoyen-ne-s issus des immigrations, notamment de culture musulmane, pour qu'ils-elles puissent enfin se considérer comme des citoyen-ne-s à part entière.

Il est temps d'affirmer notre solidarité avec les luttes des populations et des mouvements progressistes autonomes issu-e-s des immigrations et des quartiers populaires.

Il est temps pour la gauche radicale, et plus largement toute la gauche de transformation, de prendre véritablement la mesure du poison que représentent les discriminations et tous les racismes, notamment celui qui stigmatise les musulman-e-s.

Il est temps d'afficher la lutte contre le racisme comme étant une de nos priorités : une lutte pour l'égalité des droits, féministe, pour une société de mixité, œuvrant pour

l'unité des couches populaires et pour la lutte commune contre le capitalisme mondialisé et ses catastrophes humaines, sociales et écologiques.

C'est pourquoi les Alternatifs proposent :

- De s'opposer ensemble à toutes les nouvelles lois anti-musulmanes
- Le droit de vote pour les résident-e-s étranger-e-s non communautaires aux élections locales et européennes, dans la perspective du vote de toutes et tous à tous les scrutins : la citoyenneté de résidence.
- La fin du scandale des 6 millions d' « emplois réservés » aux Français-e-s, véritable application de la préférence nationale.
- La reconnaissance du caractère systémique des discriminations racistes subies par les populations noires et arabes, françaises ou non, et une véritable politique de lutte en faveur de l'égalité des droits, et contre les discriminations, en particulier en matière de formation et d'emploi.
- La fin du traitement répressif subi par les populations des quartiers populaires et une justice équitable pour les victimes des violences policières. La dissolution des BAC et une réorientation de l'action policière au service de la population
- La reconnaissance pleine et entière du fait colonial et des crimes commis au nom de la France et de la République.

30 ans après la Marche pour l'Égalité et contre le racisme, la gauche radicale doit partager les luttes des mouvements politiques autonomes progressistes issus des immigrations post-coloniales ou autres, notamment dans les quartiers populaires.

Elle marquerait aussi sa solidarité avec les organisations et les peuples des pays du Sud, souvent en lutte contre les courants islamistes réactionnaires, et souvent de culture musulmane, qui ont largement contribué à l'éclatant succès du récent Forum Social Mondial de Tunis.

Elle contribuera à la jonction des combats, que ceux et celles qui les mènent croient ou non au ciel, contre toutes les oppressions et l'exploitation, et pour une alternative.



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»
Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro

Ont participé à ce numéro :

- Mohammed BEN YAKHLEF
- Jean-Jacques BOISLAROUSSIE
- Bruno DELLA SUDDA
- Jacques FONTAINE
- et Jean-Louis LE BOURHIS

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

